

# Élections professionnelles - Vote par correspondance

Les règles relatives au vote par correspondance dans le cadre de l'élection du [comité social et économique](#) (CSE) sont, sauf disposition contraire, les mêmes que celles applicables jusqu'alors au CE, aux DP ou à la DUP (ord. [2017-1386](#) du 22 septembre 2017, JO du 23). De la même façon, la jurisprudence liée aux anciennes institutions représentatives du personnel devrait en toute vraisemblance continuer de s'appliquer au CSE.

## Mise en place

**Le principe du vote physique n'exclut pas le vote par correspondance** - En l'absence de dispositions conventionnelles dérogatoires, le recours au vote par correspondance n'est pas, en principe, la règle applicable. Il convient, en effet, de retenir la règle du vote physique. L'employeur n'est donc pas tenu de l'organiser d'office en l'absence de dispositions conventionnelles ou d'une décision judiciaire prévoyant un tel vote (cass. soc. 5 janvier 1978, n° [77-60610](#), BC V n° 17).

Toutefois, le vote par correspondance n'est pas contraire à une règle d'ordre public (cass. soc. 13 février 2013, n° [11-25696](#), BC V n° 38 ; cass. soc. 13 mars 2013, n° [12-13841](#) D). Par conséquent, il peut être décidé d'y recourir et de l'ouvrir à certains ou à tous les salariés. Cette solution reste néanmoins subordonnée à la signature d'une clause du protocole d'accord préélectoral à la double majorité. Si cette condition est remplie, il n'est plus nécessaire de justifier le recours à ce type de vote par des circonstances exceptionnelles (cass. soc. 13 février 2013, n° [11-25696](#), BC V n° 38).

L'employeur ne peut pas prendre unilatéralement la décision de recourir au vote par correspondance, alors que cette modalité n'est pas prévue par le protocole préélectoral (cass. soc. 12 juillet 2006, n° [05-60332](#), BC V n° 251).

**En présence de dispositions conventionnelles** - Le vote par correspondance devient obligatoire si la convention collective applicable dans l'entreprise ou le protocole d'accord préélectoral (ou, à défaut d'accord, le juge d'instance) le prévoit. Lorsqu'il est envisagé, il doit être organisé pour les deux tours.

**Sur décision du juge d'instance** - À défaut d'accord entre l'employeur et les syndicats, le tribunal d'instance a la possibilité de décider que le personnel ne travaillant pas le jour du vote ou se trouvant en déplacement votera par correspondance (cass. soc. 14 février 1984, n° [83-60964](#), BC V n° 66). Le juge peut aussi décider qu'un tel vote ne s'impose pas. Mais il ne doit pas écarter les dispositions contenues dans un accord préélectoral qui s'imposent aux parties (cass. soc. 10 janvier 1989, n° [87-60135](#), BC V n° 4).

## Modalités d'organisation du vote

**Protocole d'accord préélectoral** - Le vote par correspondance est, en principe, organisé via le protocole d'accord préélectoral. À cette fin, le protocole détermine en particulier :

- les catégories de personnel habilitées à voter par correspondance ;
- les documents nécessaires au vote : bulletins de vote, enveloppes de vote anonyme, enveloppes d'expédition.

Si les votes sont acheminés en principe par la voie postale, le protocole d'accord préélectoral peut prévoir un autre mode de transmission.

Sur la validité de la clause du protocole d'accord préélectoral organisant le vote par correspondance.

**Secret du vote** - Le vote par correspondance doit être organisé de façon à garantir la liberté et le secret du scrutin.

**Envoi du matériel aux électeurs concernés** - L'employeur est tenu d'adresser aux salariés concernés tous les documents qui seront communiqués aux électeurs le jour du scrutin (les bulletins de vote, les enveloppes, les listes de candidats ainsi que les différents documents adressés aux salariés, selon le cas, par les syndicats ou les candidats libres).

Des bulletins de vote par correspondance ne peuvent comporter un code-barres que si le protocole préélectoral l'a prévu et a mis en place des mesures qui empêchent de faire le lien entre l'identité de l'électeur et l'expression de son vote (cass. soc. 10 mai 2012, n° [11-25029](#), BC V n° 140).

Le matériel de vote doit être expédié aux électeurs dans un délai suffisant pour qu'ils soient en mesure de voter en temps utile. C'est le cas d'un délai d'une semaine (cass. soc. 7 juillet 1981, n° [81-60510](#), BC V n° 661), mais pas d'une journée seulement (cass. soc. 21 octobre 1985, n° [85-60221](#), BC V n° 474).

La signature de l'électeur sur l'enveloppe extérieure, renfermant celle contenant le bulletin de vote, est une formalité substantielle qui a pour objet d'assurer la sincérité des opérations électorales, principe auquel un accord préélectoral, même unanime, ne peut déroger (cass. soc. 9 février 2000, n° [98-60581](#), BC V n° 61 ; cass. soc. 24 mai 2016, n° [15-20195](#) D).

**Régularité et dépouillement du scrutin** - Le bureau de vote assure le bon déroulement du scrutin, en prononce la clôture et procède au dépouillement des votes.

Toutes les enveloppes de vote par correspondance doivent, en conséquence, être remises au bureau de vote (cass. soc. 31 mars 2009, n° [08-60494](#), BC V n° 96).

Sous réserve d'en respecter les modalités légales, le dépouillement des votes par correspondance peut être opéré par voie électronique dès lors que ce système apporte des garanties équivalentes au dépouillement classique (cass. soc. 23 juin 2010, n° [09-60335](#), BC V n° 147). Il n'est pas nécessaire de prévoir cette modalité de dépouillement par accord collectif préalable ; le protocole préélectoral est suffisant (cass. soc. 14 janvier 2014, n° [13-60165](#), BC V n° 7).

**Mentions du P-V** - En principe, lors des élections professionnelles, un procès-verbal (P-V) doit être établi après la fin du dépouillement et doit notamment mentionner les heures d'ouverture et de clôture du scrutin. Par exception, cette règle n'a pas lieu d'être si le vote se fait uniquement par correspondance, les dispositions du code électoral ne s'appliquant pas dans ces circonstances (cass. soc. 15 avril 2015, n° [14-60688](#) D).

**Annulation du vote par correspondance** - À moins qu'elles ne soient directement contraires aux principes généraux du droit électoral, les irrégularités commises dans l'organisation et le déroulement du scrutin ne peuvent constituer une cause d'annulation que :

- si elles ont exercé une influence sur le résultat des élections ;

- ou si, s'agissant du premier tour, elles ont été déterminantes de la qualité représentative des organisations syndicales dans l'entreprise ou du droit, pour un candidat, d'être désigné délégué

syndical (cass. soc. 13 janvier 2010, n° [09-60203](#), BC V n° 7 ; cass. soc. 7 novembre 2012, n° [11-27259](#)D).

Peu importe que l'employeur ait été ou non défaillant dans l'organisation du scrutin (cass. soc. 10 mars 2010, n° [09-60236](#), BC V n° 55). Même s'il n'a commis aucun manquement, l'élection peut, en effet, être annulée si l'arrivée tardive des bulletins de vote par correspondance a été déterminante sur la représentativité des syndicats dans l'entreprise (cass. soc. 13 janvier 2010, n° [09-60203](#), BC V n° 7 ; cass. soc. 7 novembre 2012, n° [11-27259](#) D).